

# L'Islande, la crise, la révolution et moi

L'article que nous vous proposons traduit aujourd'hui est hors-sujet par rapport à ce que nous publions habituellement. Il est de plus sujet à caution car certainement un peu simpliste voire angélique dans son propos et ses arguments.



Il n'empêche qu'il a été aussitôt retweeté cet été par Naomi Klein : « #Iceland is proving that it is possible to resist the Shock Doctrine, and refuse to pay for the bankers crisis ».

Il n'empêche surtout qu'il s'est passé des choses intéressantes en Islande depuis la crise monétaire de 2008. Et il est étonnant de constater le peu d'entrain de nos grands médias pour en parler, alors que c'est *nous* que la crise frappe désormais de plein fouet.

En agissant en conséquence, peut-on dire symboliquement « non à la Banque, oui à la Démocratie ! » comme on dirait « non au Logiciel Propriétaire, oui au Logiciel Libre ! » ou encore « non à l'Hadopi, oui au Partage ! » ?

Il fallait oser cette dernière phrase ! J'ai osé, en cherchant (désespérément) le lien avec la ligne éditoriale du Framablog  
□

Une oppression, suivie de tentatives de libération témoignant qu'il est possible de s'engager dans une autre direction. Ce que nous dit l'Islande<sup>[1]</sup> ici c'est qu'il n'y a pas forcément une fatalité à subir les logiques de la finance mondiale et qu'on peut rebondir en impliquant les citoyens.

Ou alors continuons à laisser les *experts* travailler, ces gens sérieux qui eux seuls savent ce qui est bon pour nous...

*Pour en savoir plus (rapidement) sur ce projet de nouvelle « Constitution collaborative », on pourra voir ce reportage glané sur YouTube et parcourir ce récent billet beaucoup plus pragmatique que romantique d'Owni. N'oublions pas non plus que l'Islande se trouve à la pointe des expérimentation sur la liberté d'expression à l'ère d'Internet.*

*Et pour une critique directe de l'article ci-dessous, on pourra lire A Deconstruction of "Iceland's On-going Revolution".*

## **La révolution en marche de l'Islande**

### **Iceland's On-going Revolution**

*Deena Stryker – 1 août 2011 – Daily Kos*

*(Traduction Framalang : Lolo le 13, Goofy, Pandark et Yonnel)*

Un reportage à la radio italienne à propos de la révolution en cours en Islande est un exemple frappant du peu d'intérêt de nos médias pour le reste du monde. Les Américains se rappelleront peut-être qu'au début de la crise financière de 2008, l'Islande a littéralement fait banqueroute. Les raisons ont été indiquées seulement en passant, et depuis, ce membre peu connu de l'Espace économique européen est retourné aux oubliettes de l'info.

Alors même que l'un après l'autre chaque pays européen tombe ou risque de tomber, mettant en péril l'euro, avec des répercussions dans le monde entier, la dernière chose que les puissants souhaitent est que l'Islande devienne un exemple. Voici pourquoi.

Cinq ans de régime néo-libéral strict avaient fait de l'Islande (dont la population compte 320 000 habitants, et qui n'a pas d'armée) un des pays les plus riches au monde. En 2003

toutes les banques du pays furent privatisées, et dans un effort pour attirer les investisseurs étrangers, elles ont proposé des services en ligne dont le faible coût permettait d'offrir des taux de rendement relativement élevés. Les comptes titres, appelés IceSave, attiraient énormément de petits épargnants anglais et néerlandais. mais à mesure que les investissements croissaient, la dette extérieure des banques augmentait aussi. En 2003 la dette de l'Islande équivalait à 200 fois son PNB, et en 2007, elle était de 900%. La crise financière mondiale de 2008 fut le coup de grâce. Les trois principales banques islandaises, Landbanki, Kapthing and Glitnir, se retrouvèrent sur la paille et furent nationalisées, pendant que la couronne islandaise perdait 85% de sa valeur par rapport à l'euro. À la fin de l'année l'Islande se déclara en banqueroute.

Contrairement à ce qu'on pouvait imaginer, la crise finit par permettre aux Islandais de retrouver leurs droits souverains, grâce à un processus de démocratie participative directe qui aboutit à une nouvelle constitution. Mais ce ne fut pas sans mal.

Geir Haarde, le premier ministre de la coalition gouvernementale social-démocrate, négocia un prêt de deux millions cent mille dollars, auquel les pays scandinaves ajoutèrent deux autres millions et demi. Mais les marchés financiers firent pression sur l'Islande pour lui imposer des mesures drastiques. Le FMI et l'Union européenne voulaient récupérer sa dette, prétendant que c'était la seule façon pour le pays de rembourser les Pays-Bas et la Grande-Bretagne, qui avaient promis de rembourser leurs citoyens.

Les manifestations et les émeutes continuèrent, et finirent par contraindre le gouvernement à démissionner. Des élections anticipées eurent lieu en avril 2009, portant au pouvoir une coalition de gauche qui condamnait le système économique néolibéral, mais qui posa comme exigence immédiate que l'Islande devrait rembourser un montant de trois millions et

deux demi d'euros. Ce qui revenait à demander à chaque citoyen islandais la somme de 100 euros par mois pendant quinze ans, à un taux de 5,5%, pour rembourser une dette contractée par des sociétés privées auprès d'autres acteurs privés. C'était la goutte d'eau qui fit déborder le vase.

Ce qui s'ensuivit fut extraordinaire. On croyait que les citoyens devaient payer pour les erreurs des monopoles financiers, et qu'une nation tout entière devait subir des impôts pour rembourser des dettes privées, mais ce mythe vola en éclats. Cela changea complètement la relation entre les citoyens et leurs institutions politiques et en définitive les dirigeants islandais se retrouvèrent du côté de leurs électeurs. Le chef d'État, Olafur Ragnar Grimsson, refusa de ratifier le décret qui aurait rendu les citoyens islandais responsables des dettes des banques, et il accepta de recourir à un référendum.

Bien sûr, la communauté internationale ne fit qu'augmenter la pression sur l'Islande. La Grande-Bretagne et la Hollande la menacèrent d'affreuses représailles qui isoleraient le pays. Alors que les Islandais allaient voter, les banquiers étrangers menacèrent de bloquer toute aide du FMI. Le gouvernement britannique menaçait de geler l'épargne et les comptes courants islandais. Comme l'a dit Grimsson : « On nous avait dit que si nous refusions les conditions de la communauté internationale, nous deviendrions le Cuba du Nord. Mais si nous avons accepté, nous serions devenu le Haïti du Nord » (combien de fois ai-je écrit que les Cubains se considéraient chanceux en voyant l'état de leur voisin Haïti).

Au référendum de mars 2010, il y eut 93% des votes contre le remboursement de la dette. Le FMI gela immédiatement son prêt. Mais la révolution (bien que non télévisée aux États-Unis) ne saurait être intimidée. Avec le soutien des citoyens furieux, le gouvernement lança une procédure civile et pénale contre les responsables de la crise financière. Interpol lança un mandat d'arrêt international contre l'ex-président de

Kaupthing, Sigurdur Einarsson, alors que les autres banquiers impliqués dans le krach fuyaient le pays.

Mais les Islandais ne s'arrêtèrent pas là : ils décidèrent de jeter les bases d'une nouvelle constitution qui libèrerait le pays du pouvoir outrancier de la finance internationale et de l'argent virtuel (la constitution en vigueur datait de l'époque où l'Islande avait acquis son indépendance vis-à-vis du Danemark, en 1918, et la seule différence avec la constitution danoise était que le mot « président » remplaçait le mot « roi »).

Pour écrire la nouvelle constitution, les Islandais élirent 25 citoyens parmi 522 adultes qui n'appartenaient à aucun parti mais étaient recommandés par au moins 30 citoyens. Ce document n'était pas le travail d'une poignée de politiciens, mais fut écrit sur Internet. Les réunions de la constituante sont diffusées en streaming et des citoyens peuvent envoyer leurs commentaires et suggestions, assistant à l'élaboration du document pas à pas. La constitution qui émergera finalement de ce procédé démocratique participatif sera soumise à l'approbation du parlement après les prochaines élections.

Certains lecteurs se souviendront que l'effondrement de l'économie agraire de l'Islande au neuvième siècle était détaillée dans le livre de Jared Diamond du même nom. Aujourd'hui, ce pays se relève de son effondrement financier par des moyens diamétralement opposés à ceux que l'on considère généralement inévitables, comme l'a confirmé hier la nouvelle présidente du FMI Christine Lagarde à Fareed Zakaria. On a dit au peuple grec que la privatisation de son secteur public était la seule solution. Et les peuples d'Italie, d'Espagne et du Portugal doivent faire face à la même menace.

Ils devraient jeter un coup d'œil du côté de l'Islande. En refusant de courber l'échine face aux intérêts étrangers, ce petit pays a fait savoir haut et fort que ce sont les peuples qui commandent.

Voilà pourquoi on n'en entend plus parler aux infos.

## **Notes**

[1] Crédit photo : Laurent Gauthier (Creative Commons By)